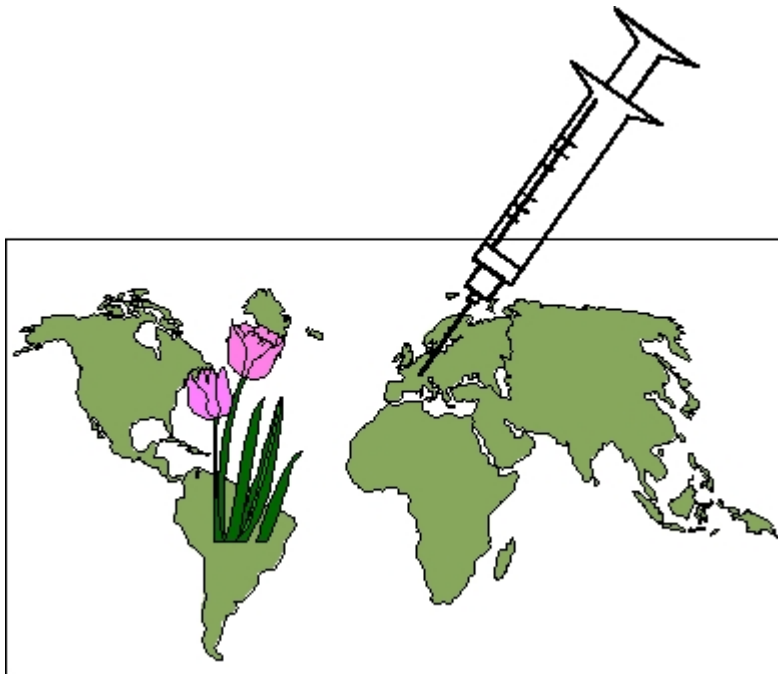


MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

**LES TRAFICS DE DROGUES, NOUVEL ENJEU A
L'ECHELLE MONDIALE.**



CF LUTHAUD

Groupe C4

C.I.D

5ème promotion

1997/1998

Au delà du lieu commun selon lequel les bouleversements géostratégiques nés de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement de l'empire soviétique sont à l'origine de l'absence de menace, vide " idéologique " difficile à vivre pour la plupart des armées, certains observateurs, plus lucides, analysent le monde d'aujourd'hui en mettant en exergue l'émergence de nouvelles menaces, certes non directement militaires, mais tout aussi dangereuses pour nos sociétés. Le développement du trafic de stupéfiants en est une parfaite illustration.

Profitant aussi bien des filières traditionnelles que des nouvelles opportunités, s'appuyant sur la faiblesse de certains états face à ce phénomène et surtout s'adaptant avec une efficacité et une réactivité extraordinaires aux conditions géopolitiques instantanées et à la mondialisation des échanges, le ou plutôt les trafics de drogues font malheureusement preuve d'un dynamisme inquiétant. Ce phénomène n'est pas nouveau, nous le verrons dans un bref historique du trafic de stupéfiants, mais il prend en cette fin de vingtième siècle une ampleur particulière.

L'analyse de ce qu'il faut bien appeler une véritable industrie montrera que ce phénomène ne peut plus aujourd'hui se réduire à un grave problème de santé publique qui pourrait être traité en interne par les états qui en sont victimes. Les limites entre les aspects purement commerciaux et ceux, plus surnois dans leurs implications, qui mettent en cause la politique, intérieure ou extérieure, des pays concernés sont de plus en plus floues.

Il est d'ailleurs frappant de constater que cette activité illicite non seulement s'accommode mais surtout profite des troubles, conflits et insurrections qui parsèment la planète. Ces relations particulières entre drogues et conflits seront évoquées après avoir présenté la situation du " marché " de la drogue aujourd'hui et l'influence de cette activité sur la politique interne de certains pays, notamment impliqués dans la production.

Enfin le cas particulier des Etats-Unis, qui ont toujours entretenu avec le monde de la drogue des relations ambiguës, sera examiné plus en détail car ils constituent aujourd'hui la nation la plus concernée à la fois par l'importance de sa consommation et par sa volonté de lutter contre le trafic.



I. APERCU HISTORIQUE

Avant de devenir aujourd'hui un phénomène de société à l'échelle mondiale, l'utilisation de substances susceptibles de modifier l'état de conscience de l'individu s'inscrit dans l'histoire la plus ancienne. Associée initialement à des effets relevant de la magie, la consommation de plantes aux propriétés hallucinogènes avait le plus souvent comme objectif de permettre aux hommes de trouver le courage d'affronter le monde les entourant ou au contraire de parvenir à s'y soustraire. Ainsi voit-on dans l'Illiade, Morphée procurer aux guerriers un agréable sommeil en les touchant avec la tige d'un pavot. Mille ans avant notre ère, les marins grecs et chypriotes vendaient des graines de pavot aux Pharaons qui eux, conservaient jalousement le secret de leur utilisation : culture, commerce, " laboratoires " de transformation étaient déjà au rendez-vous!

Du XI^e au XIII^e siècle, les membres d'une secte d'Asie mineure, soupçonnés de commettre des exactions sous l'emprise de haschisch ont été qualifiés d'assassins : hachichiyîn. Dans la conquête du nouveau monde par les Espagnols, la coca jouera un rôle très important, que ce soit comme substance permettant aux Indiens de supporter les conditions de travail épouvantables dans les mines d'argent ou encore comme stimulant pour les combattants des grandes rébellions indiennes plus récentes dans les années 1780.

Mais c'est véritablement au XIX^e siècle avec les guerres de l'opium en Chine que le phénomène des drogues va prendre une connotation plus géopolitique et commerciale. Jusqu'à cette période, en effet, les substances toxiques avaient surtout été employées pour stimuler l'ardeur guerrière du combattant, le rendre inconscient du danger ou encore tempérer après la bataille les conséquences de la tension ou de la douleur. Cette utilisation des stupéfiants, encouragée ou frauduleuse, connaîtra son apogée dans l'armée américaine lors de la guerre du Vietnam comme nous le verrons plus loin.

En 1839, à Canton, les navires anglais bombardent la côte chinoise et la flotte impériale en guise de représailles envers l'Empereur qui tentait de s'opposer à l'entrée de l'opium dont le commerce était assuré par les Anglais. Ce que l'on appellera plus tard la première guerre de l'opium pose le problème de la légalisation de la drogue pour éviter la contrebande et la corruption. Ce débat est toujours d'actualité en Occident comme le montrent les comportements nuancés des pays européens. Finalement, les pressions européennes auront raison des résistances de l'Empire du Milieu et en 1858, la légalisation des importations provoque l'ouverture de 11 ports au commerce occidental et l'opium devient l'enjeu du commerce international en Asie. Des estimations font état d'une proportion de 20% de la population chinoise en 1900 comme étant opiomane.

Dernier volet de cette brève évocation historique mais qui marque bien l'ultime évolution du trafic de drogue avec la collusion entre drogue et conflit : le cas de la guerre du Vietnam. C'est véritablement l'origine de l'explosion de la consommation de stupéfiants dans les pays occidentaux, sans doute véhiculée par la fascination de " l'american way of life ". Il est évidemment excessif de rendre les Etats-Unis responsables du développement du commerce des drogues mais les séjours au Vietnam des soldats américains ont contribué à une héroïnomanie qu'ils ont, bien sûr, ramenée avec eux puis diffusée. L'attitude ambiguë des Etats-Unis devant la drogue durant ce conflit sera détaillée dans le paragraphe consacré à ce pays.

Tout au long de ce survol nous voyons se dessiner deux tendances que nous analyserons dans les deux paragraphes suivants : les trafics de drogues, éléments du commerce mondial d'une part, et d'autre part, les relations étroites entre drogue et conflits.



II. LA SITUATION DU MARCHÉ MONDIAL AUJOURD'HUI

La mondialisation des échanges économiques et financiers est un phénomène qui a été parfaitement intégré et même anticipé par les trafiquants qui s'adaptent avec une rapidité étonnante à l'évolution du monde. Le marché des stupéfiants est organisé en trois grands domaines qui ne sont jamais complètement disjoints mais qu'il est commode d'examiner séparément : les pays producteurs, les pays consommateurs et les filières qui permettent le transit des marchandises entre les deux.

Comme le montre la carte en annexe 1, trois principales régions de production existent dans le monde; ce sont les zones dites du " triangle d'or " (Laos, Birmanie, Thaïlande), du " croissant d'or " (Afghanistan, Pakistan, Iran) et la zone " andine " (Colombie, Equateur, Pérou). Ces trois régions peuvent être qualifiées de zones traditionnelles, mais d'autres, plus modestes en terme de production, existent et se développent. Ainsi le Maroc concurrence le croissant d'or en ce qui concerne la production de haschich et, selon la " Drug Enforcement Agency " (DEA), 720 tonnes de haschich et 15 tonnes d'héroïne pure seraient produites chaque année dans la plaine de la Bekaa libanaise. La culture de la marijuana, que l'on pensait dépassée reprend, notamment sur le continent américain (Mexique) et en Afrique centrale. Mais elle n'est plus véritablement une drogue douce car, produite en serre ou en sous-sol, elle peut contenir jusqu'à 15% d'agent toxique contre 2% il y a vingt ans; et c'est presque toujours elle qui mène aux autres drogues...

Enfin il faut aujourd'hui considérer comme producteurs les fabricants de drogues de synthèse qui font malheureusement une percée impressionnante sur les places de consommation en raison de prix plus que compétitifs. Ainsi une dose de méthamphétamine (équivalent synthétique de la cocaïne) coûte de 2 à 5 dollars contre 20 à 100 pour sa concurrente " naturelle ". La fabrication de ces drogues de synthèse se développe en particulier dans les pays de l'Est où, d'une part les chimistes qualifiés et sous-payés sont légion et, d'autre part, la matière première (Ephedra Vulgaris : plante dont on extrait l'éphédrine, base des méthamphétamines) est abondante et disponible au Kirghizistan, et Kazakhstan.

Les pays consommateurs sont bien identifiés par les extrémités des flèches figurant sur les cartes des annexes 1 et 2. Ce sont bien sûr les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et l'Europe. Si, on l'a vu dans le bref historique en première partie, leur responsabilité initiale est importante dans l'origine des trafics (opium d'extrême-orient), leur pouvoir d'achat constitue aujourd'hui une manne pour les trafiquants. La caractéristique de ce marché est d'ailleurs la tendance à l'accroissement; comme par exemple en Europe où la consommation d'héroïne (dont 80% provient d'Afghanistan) augmente.

Les Pays-Bas constituent un cas d'école intéressant parce qu'ils sont à la fois producteurs, en particulier de drogues de synthèse (ecstasy), et consommateurs. Au coeur du marché européen (donc proches de nous), ils subissent des pressions de la France et de l'Allemagne qui demandent plus de fermeté aux autorités néerlandaises dans la lutte contre la drogue. Mais leur approche originale du problème, en distinguant drogues dures illégales, et drogues douces en vente libre dans les " coffee shop ", en font la plaque tournante du trafic de stupéfiants en Europe. Apparue il ya environ dix ans l'ecstasy s'est répandue très rapidement et on estime le nombre de consommateurs réguliers dans ce pays à 200 000 personnes. Officiellement classée comme drogue dure depuis 1988, l'ecstasy a fait pour la première fois l'objet d'une véritable étude de risques en 1996...

L'organisation de l'acheminement des drogues des pays producteurs vers les pays consommateurs met en évidence le caractère véritablement planétaire du phénomène. A cette échelle, seules des relations entre états peuvent permettre de lutter contre ce trafic. C'est en cela que ce marché représente un réel enjeu géopolitique car les intérêts sont énormes. Il serait excessivement ambitieux de vouloir détailler ici l'ensemble des filières mais quelques exemples permettront d'illustrer l'ampleur du système et les difficultés rencontrées dans la lutte pour le démantèlement de ces trafics.

La route de l'opium venant d'orient (extrême et moyen) se confond aujourd'hui avec l'ancienne route de la soie et utilise des réseaux de distribution traditionnels. Mais, si Istanbul reste la grande porte d'entrée de la drogue en Europe, les circuits se sont diversifiés avec l'éclatement de l'ex-empire soviétique. Les pays de l'ancien pacte de Varsovie sont devenus les points de passage privilégiés des stupéfiants consommés sur le vieux continent. Aux routes directes par l'Iran et la Turquie se substituent progressivement des routes nord, plus sûres, traversant les nouvelles républiques d'Asie centrale où les populations peuvent être plus facilement corrompues.

La faiblesse des nouveaux états favorise le développement de ces filières et la mafia russe s'est parfaitement adaptée : utilisation des états baltes par exemple pour distribuer ensuite la drogue vers l'Angleterre ou l'Allemagne.

En Amérique du sud, les efforts de création d'une vaste zone de libre échange favorisent aussi l'activité des trafiquants. Ainsi, la feuille de coca produite en Bolivie, transformée en pâte base au Pérou, puis en cocaïne en Colombie, est acheminée vers New-York par les mafias mexicaines! 70% de la cocaïne importée aux Etats-Unis transite actuellement par le Mexique.

Toutes les ramifications et la complexité des circuits sont bien mises en relief par cet exemple. La libéralisation des échanges profite aussi, on le voit, au trafic de drogue.

Le marché de la drogue est bel et bien un marché mondial. En raison de son caractère illégal, il est bien entendu difficile à évaluer mais des estimations avancent un chiffre d'affaires de 300 à 500 milliards de dollars. Cette activité représente donc un pan entier du commerce international avec cependant des spécificités bien établies. Tout d'abord l'escalade des profits: on peut considérer que du producteur au consommateur le prix, en moyenne, aura été multiplié par 2500. Chaque intermédiaire en tire un bénéfice important et constitue un lieu possible d'accumulation du pouvoir. Ensuite, ce commerce s'apparente fréquemment à du troc où la monnaie d'échanges est le plus souvent constituée par des armes. Ainsi, la police italienne a établi que la Camora, au milieu des années 90 paie des armes achetées en ex-Yougoslavie avec de l'héroïne ou de la cocaïne. Enfin, compte tenu des plus values réalisées à chaque étape, il arrive que le vendeur fournisse à la fois drogue et armes, ayant la garantie d'être payé grâce à l'argent récupéré par la revente des stupéfiants. C'est ainsi que, sur la route des Balkans, des missiles stinger et de l'héroïne en provenance d'Afghanistan, ont été saisis dans les mêmes convois.

Ces caractéristiques spécifiques du marché de la drogue et en particulier l'analogie trafic d'armes-traffic de stupéfiants mettent en évidence la relation étroite qui existe entre drogue et conflits que nous allons maintenant tenter d'analyser.



III DROGUES ET CONFLITS

Afghanistan, Birmanie, Amérique latine (Pérou, Colombie) : la carte présentée en annexe 3 qui fait apparaître les conflits dans le monde présente des similitudes frappantes avec celles concernant la production ou les routes des drogues. Il y a en effet des relations très particulières entre drogues et conflits qui s'établissent non seulement à l'échelle locale mais également sur un plan international dès lors que des intérêts stratégiques ou idéologiques sont en jeu.

Les soulèvements ou insurrections séparatistes n'ont pas nécessairement le contrôle du trafic de drogues comme raison d'être. Mais, très souvent, l'argent du narcotraffic nourrit ces rebellions. Les guérillas ont de gros besoins de liquidités pour se fournir en armement et pour assurer la subsistance de leurs troupes. Elles trouvent dans le trafic de drogues une source de financement qui s'accompagne généralement du contrôle d'une région favorable à la production. En Afghanistan, par exemple, un décret islamique au début de la guerre a levé l'interdiction de culture du pavot permettant l'équipement d'une armée de 5000 hommes. Cette pratique de l'impôt à la source (auprès des paysans) se retrouve partout : Philippines (Front national de libération du Mindanao), Indonésie (Front de libération d'Aceh Sumatra), Inde (Conseil national socialiste du Nagaland), Sénégal (Mouvement des forces démocratiques de Casamance), Birmanie et bien sûr Pérou et Colombie.

La Birmanie est un véritable laboratoire vivant de la géopolitique des drogues. A l'origine, la dissidence est née du refus du gouvernement birman d'accorder l'autonomie à des minorités ethniques ou religieuses. Les besoins de financement de ces rebellions ont contribué au développement des cultures illicites d'autant plus spectaculaire qu'un effet pervers de la répression n'avait pas été imaginé au départ. Au début des années 60, le gouvernement birman créa des milices d'autodéfense (KKY) pour lutter contre les insurgés et des troupes du Kuomintang (KMT) qui avaient trouvé refuge en Birmanie. Quand, dix ans plus tard, la décision est prise de dissoudre ces milices en raison de leur inefficacité, les plus actives d'entre elles refusèrent de rendre les armes et s'installèrent à leur tour dans la clandestinité en vivant bien sûr du trafic d'opium. Aujourd'hui, l'un de leur chef, Khun Sa, surnommé " le roi de l'opium " est le maître des régions proches de la frontière thaïlandaise.

Les plantes dont sont tirées les substances toxiques se contentent généralement de terres pauvres et ne demandent pas beaucoup de soins. On les trouve donc souvent dans des territoires difficiles d'accès ce qui fournit un argument facile aux gouvernements des pays producteurs qui prétendent ne pas pouvoir en assurer le contrôle. C'est typiquement le cas au Pérou, premier producteur mondial de coca. Ainsi, les paysans andins ont été quasiment livrés aux mains des trafiquants qui les exploitent tout en prétendant assurer leur protection. L'organisation du Sentier Lumineux a pu s'installer de cette façon dans la vallée du Huallaga où elle a paradoxalement été bien accueillie par les populations. En s'opposant au régime péruvien désireux de lutter contre le trafic de drogue (sous la pression des Etats-Unis), le Sentier Lumineux s'assurait la fidélité des paysans et donc le contrôle d'une population et d'un territoire. Fait significatif, depuis 1993, on assiste à un redéploiement des zones de production en raison des succès de l'armée régulière sur les deux mouvements subversifs du Pérou, le Sentier Lumineux et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Ceux-ci, contraints de se déplacer, entraînent derrière eux les paysans cultivateurs de coca qu'ils continuent de protéger. Les organisations insurrectionnelles drainent finalement avec elles l'une de leur raison d'être et surtout leur source de financement.

Mais le trafic de drogues n'intervient pas que dans les conflits que l'on peut qualifier d'internes. La complexité des filières d'acheminement a montré précédemment à quel point ce problème est international et il est rare que les conflits restent localisés à l'intérieur de frontières bien définies. Dès lors que l'Etat lui-même est impliqué le problème prend une autre dimension : celle de la corruption institutionnalisée.

Reprenons l'exemple du Pérou. Parallèlement à l'établissement des organisations subversives, les mafias locales se sont développées pour assurer l'acheminement de la drogue produite dans les vallées reculées. La police était chargée de lutter contre les trafiquants, l'armée contre la subversion. Mais, rapidement, les officiers se sont laissés corrompre par les mafias locales car les allocations qu'ils percevaient étaient insuffisantes pour subvenir aux besoins de leur troupes. La situation s'est encore dégradée en 1992 avec le coup d'état constitutionnel d'Alberto Fujimori dont l'armée constitue le principal soutien. Pour s'assurer de sa fidélité, le président péruvien a fermé les yeux, voire encouragé, le trafic auquel se livraient les officiers. Les possibilités d'enrichissement rapides font des mutations dans la région du Huallaga des affectations recherchées qui sont elles-mêmes l'objet d'un trafic (2000 dollars la " charge ") et qui laissent penser que l'armée évitera d'exterminer les derniers militants du Sentier Lumineux afin de justifier sa présence et de ne pas perdre le bénéfice du système mis en place. La drogue est devenue dans ce cas un instrument de politique intérieure, mais à double tranchant!

Les nouveaux conflits, notamment ceux issus de l'éclatement de l'empire soviétique, sont à leur tour concernés par le phénomène. L'argent de la drogue vient se substituer aux financements que les deux blocs accordaient auparavant à leurs alliés locaux. Dans le Caucase, les sources de tensions sont nombreuses entre Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie : rivalités ethniques, litiges frontaliers, nationalismes, rancunes historiques. Ces pays, se trouvant à proximité des routes traditionnelles de la drogue, ont fini par adopter ce commerce pour se financer. La guerre civile en Géorgie (1991) suivie de la sécession des Abkazes en 1992 a entraîné, sous l'oeil des troupes russes, une criminalisation de la société qui laisse aujourd'hui les deux ports importants du pays, Batumi et Soukhoumi, aux mains des mafias qui se livrent aux trafics de drogues et d'armes. La situation de l'Arménie est encore plus révélatrice des forces qui s'affrontent et des enjeux géopolitiques : l'un des héros de la guerre contre l'Azerbaïdjan pour la province du Haut Karabakh, mêlé à un trafic d'héroïne a entraîné dans sa chute le plus ancien parti arménien, accusé en bloc de déstabilisation de l'Etat par le financement de la drogue. Mais en réalité, les problèmes de stupéfiants dans cette région servent à occulter le véritable enjeu : le pétrole. La construction d'un oléoduc qui traverserait, depuis Bakou, l'Arménie et la Turquie est perturbée par les conflits et guérillas de part et d'autre des frontières.

De la même façon, la drogue devient un enjeu géopolitique et même diplomatique dans les relations de l'Azerbaïdjan avec l'Iran et la Turquie puisqu'elle finance la guérilla du PPK (Parti des travailleurs du Kurdistan) aussi bien que les " chefs de guerre " arméniens et azéris dans le conflit du Haut Karabakh.

Plus près de nous la crise albanaise est encore une illustration de l'imbrication du trafic de drogues et des conflits. La mafia albanaise (surtout sa variante kosovare) participe activement aux filières caucasiennes qui utilisent le sud de la Russie, l'Ukraine et la mer Noire pour infiltrer le marché européen. La province du Kosovo, peuplée de 85% d'Albanais est en état

de soulèvement potentiel permanent en raison de la répression menée par les Serbes. Or les Kosovares ne peuvent compter que sur la diaspora albanaise disséminée en Suisse, aux Etats-Unis et en Allemagne, qui s'est rapidement mise en mesure de faire face à leur besoin urgent de liquidités en acheminant et en distribuant de l'héroïne. Le Kosovo se transforme en nouvelle plaque tournante de la drogue.

Nous avons vu les relations, dépendances, interférences qui existent entre les conflits et les trafics de drogues. A travers cette analyse, on voit que, de nerf de la guerre, la drogue en devient petit à petit un enjeu. C'est vrai pour les états producteurs dont parfois l'économie repose en partie sur cette activité (en Colombie, les trafiquants possèdent 3 millions d'hectares des meilleures terres ainsi que des capitaux considérables dans les secteurs de la construction, du tourisme, des télécommunications ou encore de l'industrie pharmaceutique), comme pour les pays consommateurs qui cherchent normalement à lutter contre ce fléau. Mais la problématique est parfois plus complexe comme en témoigne la politique des Etats-Unis (premier consommateur) qui fait de la lutte contre la drogue une priorité nationale mais qui n'hésite pas, à l'inverse, à être complaisante lorsque cela sert ses intérêts géopolitiques.



LES ETATS-UNIS ET LA DROGUE

Source de financement, enjeu des conflits, la drogue peut être aussi un instrument au service d'une politique ayant des visées plus larges. A ce titre la politique américaine en matière de stupéfiants est emblématique puisque les Etats-Unis vont d'abord chercher à faire adhérer le reste du monde à leur attitude prohibitionniste avant d'intervenir économiquement et même parfois militairement lorsque cela peut servir leurs intérêts.

Dès la fin du XIX^e siècle, confrontés à l'importation d'opium par les immigrants chinois sur la côte ouest, plusieurs états vont adopter des lois contre l'usage de l'opium. Les mouvements puritains et la presse développent une diabolisation de l'opium, perçu comme corrupteur des mœurs et menaçant les fondements de la civilisation. Cette mobilisation face au danger venu de l'étranger, " le péril jaune ", conduira à la première loi fédérale réglementant l'usage de l'opium : le Pure food and drug act en 1906.

Mais c'est à l'occasion des conférences de Shanghai (1909) et de La Haye (1912) que les américains vont imposer au reste des pays occidentaux leur conception de la lutte contre les drogues. Il s'agit en sous-main, de s'opposer au monopole du commerce asiatique détenu alors par les Européens. En s'alliant avec la Chine qui souhaite lutter contre le trafic d'opium les américains espèrent d'une part s'implanter en Asie et, d'autre part se positionner sur la scène internationale en mettant les Européens face à leurs contradictions : comment bénéficier du monopole du commerce de la drogue et en interdire simultanément l'usage dans les villes européennes?

Ces conférences ouvrent la voie du consensus international sur la prohibition des drogues et la puissance grandissante des Etats-Unis en fait petit à petit un interlocuteur incontournable sur ces questions. Cette mondialisation du problème s'inscrit d'ailleurs dans un processus global d'interdépendances et, dans la lignée de la diplomatie moderne, fait de plus en plus appel aux conférences internationales officielles. Après la période creuse de l'entre-deux-guerres, les Etats-Unis vont repasser à l'offensive dans la lutte contre la drogue en utilisant le levier de l'ONU ce qui débouchera sur divers protocoles et conventions à la sévérité croissante. Mais les réalisations concrètes sont difficiles à mettre en place et les Etats-Unis développent une politique interventionniste propre : pressions sur la Turquie au début des années 70 pour qu'elle éradique sa production de pavot, interventions en Amérique latine dans les années 1980. Cette conception bilatérale des Etats-Unis est en réalité dictée par les exigences de la guerre froide. L'objectif de réduction du trafic de drogues, en Asie comme en Amérique latine, devient manifestement subordonné aux nécessités de sécurité nationale qui imposent, face à la menace soviétique, de ne pas être trop regardant sur la nature des activités lucratives auxquelles se livrent des pays alliés, même si en dernier ressort celles-ci favorisent l'augmentation de la consommation de drogue aux Etats-Unis. Ainsi, le gouvernement américain est amené à fermer les yeux sur la participation de l'entourage de l'empereur d'Annam, Bao Dai, au trafic d'opium, qui semble secondaire devant l'enjeu géostratégique que représente la péninsule indochinoise que les Etats-Unis veulent préserver du communisme. Dans son ouvrage publié en français en 1980 sous le titre La politique de l'héroïne en Asie du sud-est, l'historien américain Alfred Mc Coy, démontre, avec forces documents et interviews de militaires à l'appui, que les services secrets américains ont couvert et parfois organisé, le trafic d'opium et d'héroïne entre les mains de leurs alliés dans le cadre de la croisade contre le communisme.

Dans le conflit d'Afghanistan, les Moudjahidins, grands producteurs d'opium, ont considérablement étendu leurs activités illicites, profitant de la mansuétude des Etats-Unis qui voyaient là un moyen de lutter indirectement contre les troupes soviétiques. Les rebelles avaient été clairement encouragés par le mollah et chef de guerre Nassim Akhunzada qui avait déclaré : " le pavot doit être cultivé afin de financer la guerre sainte contre les troupes soviétiques et leurs laquais de Kaboul ". En réalité les revenus de l'opium étaient nettement inférieurs aux fournitures d'armes directes mais les trafiquants afghans et leurs commanditaires pakistanais ont largement profité de la situation pour développer leurs activités. Et l'on a vu les services secrets pakistanais, Inter Services Intelligence, auxquels la CIA avait confié le monopole des livraisons d'armes aux Moudjahiddins, assurer une partie de la transformation de la production d'opium en héroïne et utiliser les profits issus de ce trafic pour mener des opérations de déstabilisation de l'Inde par des rebelles Sikhs du Penjab et Cachemiri du nord-est.

En Amérique centrale, les interventions militaires des Etats-Unis ont été menées sous le prétexte de lutte contre des trafiquants (Panama en 1989) mais en réalité pour préserver leurs

intérêts dans la zone. La CIA a eu ainsi recours aux narco-trafiquants lors d'opérations clandestines contre le Nicaragua financées en partie par des ventes d'armes à l'Iran (affaire de l'Irangate). Les vivres et les équipements destinés aux contras étaient acheminés par des avions américains qui, après leur passage au Costa Rica, faisaient un détour par la Colombie où ils embarquaient des chargements de cocaïne fournis par les parrains du cartel de Medellín. La drogue était livrée dans un ranch du Costa Rica dont le propriétaire, américain, soutenait ouvertement les combattants nicaraguayens en étroite liaison avec la CIA. Les informations concernant ces trafics ont été fournies par des pilotes ayant participé à ces trafics et notamment à l'occasion d'une commission d'enquête du sénat américain. Le département d'état lui-même s'est trouvé mis en cause à travers l'aide humanitaire fournie aux contras. La commission d'enquête précitée a établi que toutes les compagnies aériennes qui avaient été prises sous contrat pour le transport étaient fichées par la DEA (Drug Enforcement Agency) pour s'être livrées, à un moment ou à un autre, au trafic des drogues.

Cette dernière illustration montre que les Etats peuvent faire preuve d'autant d'imagination que les trafiquants pour mettre en place des réseaux extrêmement complexes et que la politique officiellement affichée de lutte contre les drogues peut s'effacer discrètement pour mener à bien une opération dans un contexte localisé dans le temps et dans l'espace.

Néanmoins, depuis 1989, les Etats-Unis se sont officiellement déclarés " en guerre contre la drogue " et la lutte contre le narco-trafic a été fermement affichée comme un objectif prioritaire. C'est en effet la fin de la guerre froide qui a poussé les Etats-Unis à remplacer la lutte contre le communisme par la lutte contre le crime organisé et à dénoncer alors les trafics de drogue auxquels se livraient les contras nicaraguayens, les militaires honduriens ou le général Noriega au Panama, ces acteurs ne présentant alors plus d'intérêt pour Washington.

Le même phénomène s'est produit en Afghanistan où la population, ne se battant plus contre les communistes, n'intéressa plus les pays occidentaux. Paradoxalement, c'est après le retrait des troupes soviétiques que la production de cette région s'est étendue. L'arrêt des combats a permis une reprise de l'exploitation, et les paysans se sont tournés vers la culture du pavot, peu exigeante et à haute valeur ajoutée, permettant de faire rapidement face au besoin d'argent des réfugiés de retour chez eux.

Cependant les Etats-Unis n'ont pas appliqué uniquement une politique faite d'ambiguïté et de véritables actions ont été entreprises dans un cadre bilatéral ou sous l'égide d'organismes internationaux comme le PNUCID (Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues). Dans une dernière partie nous essaierons de dresser un bilan de ce que l'on a appelé les " projets développement alternatif " et de déterminer les grandes tendances de l'évolution du marché de la drogue aujourd'hui.



-

-

MESURES PRISES ET EVOLUTIONS

Les projets de développement alternatifs, mis en place par les pays riches, principaux consommateurs, dans les années 1980 avaient pour objectif de substituer aux cultures illicites de coca, de pavot et de cannabis dans les pays du tiers monde, des cultures légales accompagnées de programme de développement. Largement financés par les Etats-Unis, de nombreux projets ont ainsi vu le jour en Amérique latine, en Afghanistan, ou encore en Thaïlande. Malheureusement il n'existe pas d'évaluation globale de ces projets, en particulier de la part des Nations unies et c'est là, probablement, un axe d'effort certain à envisager. Car les effets pervers de ces projets, eux, sont connus. Si en Thaïlande, la production d'opium a effectivement diminué, c'est au prix d'investissements considérables d'une part, et surtout de conséquences écologiques désastreuses : multiplication par douze des surfaces cultivées (pour assurer des revenus presque équivalents), assèchement de certaines rivières en raison des besoins d'irrigation des nouvelles cultures implantées.

Dans les pays andins des programmes équivalents ont été menés, en parallèle avec une répression orientée vers les destructions de laboratoires, mais les résultats ont été décevants. Ce sont cette fois les modalités d'application qui sont en cause : pour obtenir l'aide de l'état en vue de la reconversion des surfaces cultivées, il faut que ces terres aient été préalablement utilisées pour des cultures illicites. Il y a donc une incitation perverse à encourager les paysans à entreprendre cette activité dans un premier temps; par la suite les cultivateurs jouaient sur le cours de la feuille de coca comparé au prix de l'aide accordée par le gouvernement. Si les estimations de la production s'avèrent difficiles il est en revanche admis par tous les experts que la part du secteur de la drogue dans l'économie des pays andins est en augmentation depuis les années 80.

L'une des causes avancées de l'échec de ces politiques alternatives est le détournement qu'en font certains états à d'autres objectifs que l'éradication proprement dite de la culture de la matière première. Comme cela a déjà été évoqué, ce sont souvent des minorités qui, dans des régions difficiles d'accès, cultivent les plantes toxiques. L'utilisation des projets de développement alternatif par les gouvernements comme moyens de pression peut permettre de contrôler ces populations et les territoires où elles vivent.

Les Etats-Unis disposent d'un moyen de pression supplémentaire à l'encontre des pays andins, moyen d'ailleurs déjà utilisé contre la Colombie en 1995 : le retrait du certificat annuel délivré pour attester de la bonne coopération avec Washington dans la lutte contre le trafic de drogue. Cette arme économique peut avoir une influence considérable avec le développement du grand marché latino américain. En effet l'attribution de ce " bon point " permet au pays concerné de bénéficier de facilités commerciales et financières. En l'occurrence, la Colombie a été privée de garanties d'investissements américains d'un montant de 50 millions de dollars. Mais les revenus engendrés par le secteur de la drogue amortissent le coût social de la mise en oeuvre des mesures prônées par le Fonds monétaire international.

En cela il existe une tension entre la lutte contre la production et le trafic de drogue dans les pays producteurs et le processus de libéralisation économique dans ces mêmes pays, qui sont deux objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis en Amérique andine.

Le problème ne peut cependant pas être éludé car il représente, un " marché " considérable : de 300 à 500 milliards de dollars d'argent sale qui fausse le jeu de l'économie mondiale. Pour les Etats-Unis c'est aussi un problème de santé publique qui a un coût annuel de 67 milliards de dollars et qui concerne aujourd'hui une urgence sur trois dans les hôpitaux américains. Il faut donc s'intéresser aux tendances du marché pour mieux orienter la lutte.

La première c'est l'internationalisation croissante du trafic alimenté en particulier par l'éclatement de l'empire soviétique et l'implication de tous les pays de l'Europe de l'est dans des filières de plus en plus complexes. Elles desservent l'Europe qui trouve là un véritable défi à relever. Pour l'instant, ni les politiques semi-répressives, pourchassant plus les usagers que les trafiquants, ni celles de prévention concourant à une dépénalisation de fait, n'ont réussi à endiguer le fléau. A ce titre, les expériences libérales suisse et espagnole, aujourd'hui largement remises en cause, auront eu le mérite d'éviter que les autres états se laissent tenter par la création de centres de distribution de l'héroïne qui, au lieu de réguler la consommation n'avaient fait que l'amplifier. On peut quand même constater, dans le cadre de l'espace Schengen, une volonté de durcissement des législations accompagnée d'une mobilisation générale pour casser l'économie de l'argent sale. Mais les activités de coordination de la lutte inscrites dans la convention Europol n'ont pas encore atteint leurs objectifs et les Pays-bas, dans ce domaine ne sont pas exempts de tout reproche. Il faudra qu'une véritable volonté communautaire soit affichée pour renforcer la lutte contre les entrées de stupéfiants aux frontières mêmes de l'Europe. Ce point a d'ailleurs été évoqué à l'occasion du colloque sur les " nouvelles menaces en mer " où la France, frontière maritime ouest de l'Europe a un rôle très important à jouer.

Cette mondialisation du trafic se traduit également par une multiplication des petites organisations qui agissent en dehors des schémas classiques de distribution et évitent les intermédiaires. Ces réseaux, fonctionnant sur le principe des clans, de la famille, sont souvent temporaires et donc difficiles à intercepter. " Petits porteurs " certes, ils véhiculent de modestes quantités de drogues mais la multiplication de ces filières n'en est pas moins un phénomène inquiétant qu'il faut prendre en compte. Le Nigéria, pays parfois qualifié de narco-dictature, est fortement impliqué dans ce type de réseaux (sur 6000 trafiquants africains détenus dans le monde en 1992, 2000 étaient Nigériens).

Nouvelles menaces, nouvelles drogues : la caractéristique principale du marché des drogues en cette fin de siècle est l'apparition et l'augmentation de la consommation des produits de synthèse. La consommation reprend aux Etats-Unis où, chiffre significatif, 64% des adolescents (de 12 à 17 ans) déclarent ne pas avoir peur de la drogue. Or, si l'usage de la marijuana et de la cocaïne tend plutôt à diminuer, l'apparition des drogues de synthèse et du

" crack ", accessibles à des groupes à plus bas niveau de revenus, a entraîné un accroissement du nombre des toxicomanes. L'engouement spectaculaire que connaissent ces nouvelles drogues a multiplié l'offre.

L'Observatoire géopolitique des drogues indiquait que " les médicaments et les drogues de synthèse sont partout, les plus consommés après les dérivés du cannabis " ce qui confirme une analyse britannique plus ancienne annonçant que la frontière entre drogue et médicament aura tendance à devenir de plus en plus floue. Ainsi, si le commerce de l'éphédrine (substance active des métamphétamines) est interdit aux Etats-Unis, celui de l'éphédra (plante origine du principe toxique) ne l'est pas. Et on rencontre cette plante dans de nombreux produits qui sont en vente libre dans les magasins " bio " et dévoilent leur champ d'application dans leur nom même : " Herbal Ecstasy ", " Ultimate Xphoria ". Plus sérieux, mais pas moins dangereux, le " Rohynol ", sédatif fabriqué par les laboratoires Hoffman-Laroche et vendu sur ordonnance en Europe et en Amérique latine, est surnommé " drogue de l'oubli " car associé à l'alcool, il peut produire des situations pathologiques proches du coma.

La liste pourrait être longue mais ces exemples montrent bien, une fois encore, l'implication internationale, économique et finalement politique de ce développement des nouvelles substances. Ils mettent également en évidence toute l'ambiguïté qui existe entre volonté de lutter contre ce qu'il faut bien appeler un fléau et réalisme économique et géopolitique.



Le développement du trafic des drogues s'appuie sur les contradictions géopolitiques qui sont au coeur du fonctionnement de la communauté internationale et plus particulièrement des pays occidentaux. Diabolisant la drogue d'un côté, ils lui sacrifient leurs intérêts économiques et stratégiques. Plus de la moitié du cannabis consommé en France vient du Maroc contre le gouvernement duquel la France n'a jamais exercé la moindre pression dans ce domaine. Il faut, en effet, ménager un relais traditionnel de la politique française en Afrique et un rempart potentiel contre un islamisme conquérant. De même, le Pakistan est le premier fournisseur d'héroïne de l'Europe mais en même temps un important marché d'armement auquel est sacrifié toute velléité de répression du trafic. Cette absence de volonté politique des gouvernements ayant proclamé la guerre à la drogue est probablement l'une des causes de son échec.

Mais la drogue a aussi sa propre dynamique. Elle est devenue un phénomène mondial sans nationalité, sans frontière. Produit commercial, elle obéit à la loi de l'offre et de la demande à ceci près que les demandeurs sont relativement peu sensibles au prix d'achat en raison du phénomène d'accoutumance qui remet en cause la faculté de décider, comme dans un marché classique, de consommer ou de ne pas consommer.

Sa production, son acheminement et sa distribution s'appuient sur des réseaux illégaux, bien sûr, et qui suivent en général les lignes de fracture du monde : dynamisée par les troubles et conflits, la drogue exploite les faiblesses et défaillances de l'ennemi.

Initialement problème de santé publique intérieur à un pays, la drogue à des implications dans les relations économiques, politiques, et à certains égards, stratégiques de tous les Etats. A ce titre elle est encore pour longtemps un véritable enjeu géopolitique à l'échelle mondiale et seules une coopération toujours plus étroite et une volonté commune de tous les pays permettront d'enrayer le phénomène.

BIBLIOGRAPHIE

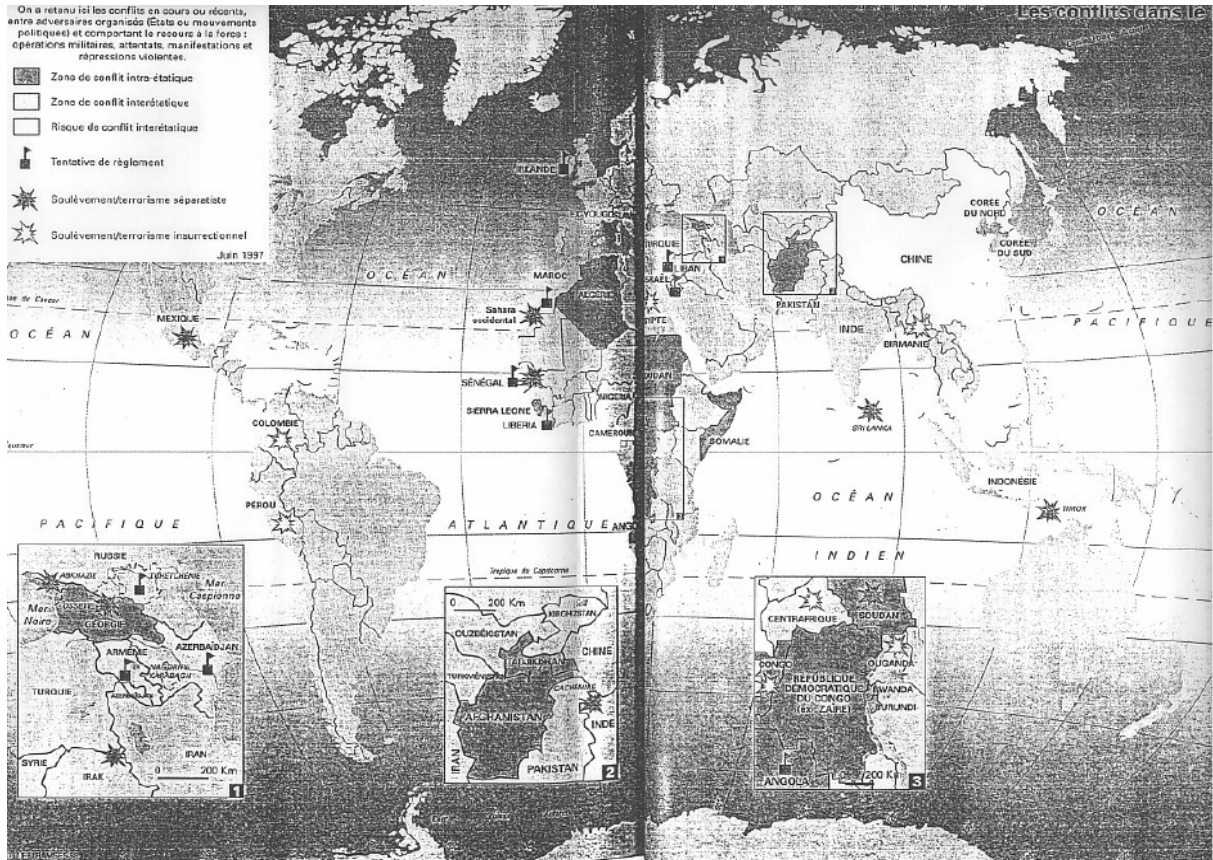
-Alain Labrousse et Michel Koutouzis : Géopolitique et géostratégie des drogues, Economica-1996, ISBN 2-7178-2976-8

- Nouvelles drogues, nouvelles filières Dossier Spectacle du Monde d'août 1996

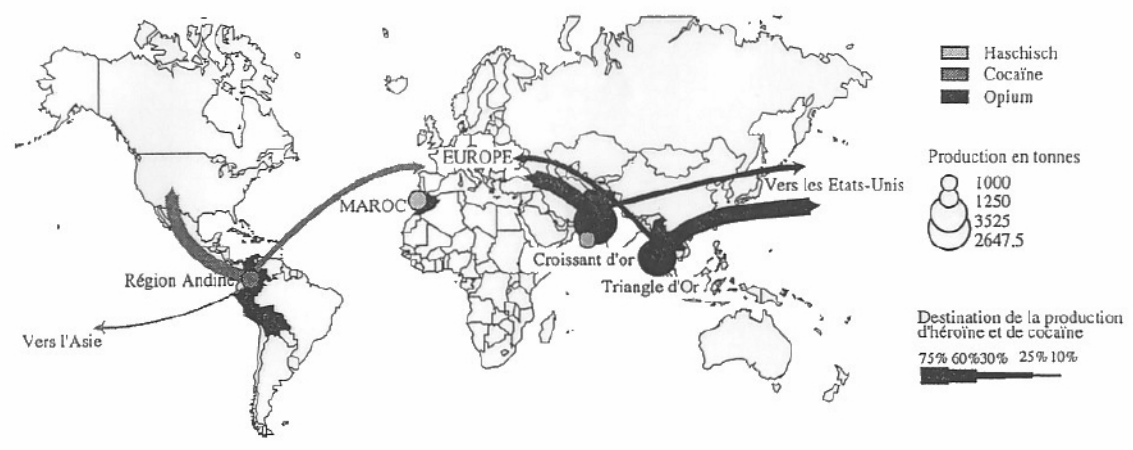
- Les nouvelles routes des drogues Courrier international n° 284 (du 11 au 17 avril 1996)

- Daniel Sabbagh : Politique américaine de lutte contre la drogue et l'Amérique latine
(Relations internationales et stratégiques- n°23 automne 96)

- RAMSES 1998



Les principaux centres de production de drogues



Sources : OGD in "Historiens et Géographes", n° 346, décembre 1994.

Les états



et la drogue



1. **NARCO-ÉTAT** : pays dans lequel l'État ou un secteur de l'appareil d'État est impliqué dans le trafic et/ou utilise les profits du trafic de drogues.

2. **ÉTAT TRAFIQUANT** : pays dans lequel l'État ou un secteur de l'appareil d'État se livrent à toutes sortes de trafic, y compris le trafic de drogues.

3. **NON ÉTAT, territoire de trafic** : pays dans lequel le gouvernement ne contrôle pas le territoire sur lequel se déroule le trafic de drogues.

4. **ÉTAT SOUS INFLUENCE** : pays dans lequel des membres de l'appareil d'État sont impliqués à titre individuel dans le trafic de drogues à tous les niveaux.

5. **ÉTAT SENSIBLE** : pays qui reçoit de front ou côtoie le trafic de drogues, et qui est menacé de devenir un État sous influence.

